

# La Presse

I . La Presse. 1840-01-27.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



ABONNEMENTS :

En un an... 45 fr. Trois mois... 15 fr.  
Six mois... 24 fr. Un mois... 5 fr.

Les abonnements datent des  
1<sup>er</sup> et 15 du mois.



# LA PRESSE

Rue Saint-Georges 16.

INSERTIONS :

1 fr. 50 c. la ligne dans l'édition  
de Paris et des départements.

1 fr. la ligne seulement  
dans le supplément de Paris.

**MM. les abonnés dont l'abonnement expire le 31 de ce mois sont priés de le renouveler s'ils ne veulent pas éprouver d'interruption dans l'envoi du journal.**

**Nous leur recommandons principalement la voie des directeurs des Messageries Royales et des Messageries Lafitte, qui transmettent les demandes d'abonnement et de renouvellement sans aucune augmentation du prix de 45 fr. par an, 24 fr. pour six mois et 15 fr. pour trois mois.**

**Les lettres non affranchies sont rigoureusement refusées.**

## Paris, 26 Janvier.

L'importance de la question d'Orient et le manque évident, dans le cabinet actuel, d'un ministre des relations extérieures, rendent à peu près insoutenable la position à Londres de M. le comte Sébastiani. Il serait nécessaire assurément que la France eût, à la fois, pour ses affaires étrangères, un bon ministre à Paris, et un bon ambassadeur à Londres ; elle n'a en ce moment, ni l'un, ni l'autre. Le cabinet semble comprendre, comme tout le monde, au moins la moitié de cette vérité ; et il paraît que le rappel de M. le comte Sébastiani est arrêté en principe. Reste la difficulté de l'exécution, tirée de la nécessité d'offrir à notre ambassadeur une retraite convenable.

Il se dit beaucoup, dans le monde diplomatique, que l'ambassade d'Angleterre a été offerte à M. Guizot. Il aurait répondu que la gravité des intérêts à débattre à Londres le déterminerait à accepter cette ambassade, si elle était libre ; mais que le poste n'étant pas vacant, il entendait rester complètement en dehors de ce qui touche M. le général Sébastiani.

Il est à désirer pour la France que cette question se vide au plus tôt. Nos intérêts ne sont pas évidemment représentés à Londres, et dans le cas où une pareille position conviendrait au ministère, elle ne peut pas convenir à la dignité du pays. Nous le répétons, si nous n'avons pas un ministre des relations étrangères qui défende à Paris, comme il convient, nos intérêts en Orient, ayons au moins un ambassadeur qui les étudie et qui les défende à Londres.

Il y a quelque temps on s'était préoccupé de la question de savoir, non pas si la banque d'Angleterre serait en mesure de rembourser les 50 millions fournis sur diverses maisons de Paris, mais si elle ne demanderait pas un troisième renouvellement.

Aujourd'hui, tous les doutes sont levés. On sait positivement que jamais la banque d'Angleterre n'a songé à faire cette demande, et que toutes ses dispositions sont prises pour accomplir ses engagements. En ce moment la Monnaie de Paris est occupée à transformer en monnaies de France les lingots arrivés de Londres. Il paraît même que les agents chargés à Paris de faire les fonds au nom de la banque, trouvent que la Monnaie ne travaille pas assez vite. Jusqu'ici, cet établissement n'a pu leur fournir que 350,000 fr. par jour, et cela parce qu'il est même temps occupé d'une fabrication de sols destinés aux colonies. Des démarches ont, dit-on, été faites auprès de M. le ministre de la marine, afin que cette fabrication fût momentanément suspendue, et que la Monnaie pût se livrer exclusivement à la fonte des espèces qui doivent acquitter l'Angleterre envers nous.

Ainsi, la plus grande partie, sinon la totalité des 50 millions, sera remboursée en écus, au lieu de l'être en lettres de change, et cette opération tant attaquée aura en pour résultat final, non pas comme on l'avait dit, de faire sortir le numéraire de France, mais bien au contraire d'en accroître considérablement la somme, puisque les lingots qui se transforment en ce moment dans les creusets de la Monnaie de Paris auraient pu recevoir une tout autre destination.

Ce résultat n'est certainement pas de nature à nous faire regretter l'approbation que, pour notre compte, nous avons donnée dans le temps à cette mesure financière.

Nous avons dit hier qu'un writ d'*habeas corpus* avait été accordé par la cour du banc de la reine à l'avocat des *sheriffs* retenus sous la garde du sergent d'armes. Ce writ a été présenté aux Communes

dans la séance du 24. L'attorney-général a pris la parole pour conseiller à la chambre de le repousser, ce que la chambre a fait par son vote. Le sergent d'armes est chargé de répondre au writ de la cour du banc de la reine que les personnes qu'il a sous sa garde sont retenues en vertu d'un arrêt signé et scellé par le président de la chambre, et qu'il ne peut les relâcher. Ainsi, le conflit s'aggrave par les efforts et la volonté des deux parties contendantes.

Dans la même séance, sir John Yard Buller a annoncé que la résolution qu'il proposerait mardi prochain à la chambre serait ainsi conçue : « Le gouvernement de S. M., dans sa constitution actuelle, ne possède pas la confiance de la chambre. » Le résultat de cette discussion décidera une question de cabinet.

Lord John Russell a pris ensuite la parole pour justifier la demande d'une allocation de 50,000 liv. st. (1,200,000 fr.), en faveur du prince Albert. Tous les précédents expliquent cette demande et en attestent la modération. La reine Anne avait consacré 100,000 liv. à l'entretien du prince Georges. Le prince Léopold, aujourd'hui roi des Belges, avait reçu du parlement 50,000 liv., même pour le cas de survie après la princesse Charlotte, et bien qu'il ne pût jamais être appelé à devenir le mari de la reine. Du reste, l'allocation demandée pour le prince Albert représente juste la réduction qui a été faite sur la liste civile à l'avènement de la reine Victoria.

La chambre ne s'est pas encore prononcée, mais tout annonce que le vote sera favorable.

Les chartistes continuent à se remuer. Ils viennent encore de tenir une grande réunion dans laquelle plusieurs orateurs ont exprimé les plus vives sympathies pour les condamnés de Monmouth, Frost, Jones et Williams. Ces condamnés sont sur le point d'être conduits au gibet. Ils habitent, dans la geôle de Monmouth, la cellule des morts. Frost a sept enfants, dont cinq filles d'une grande beauté. L'aînée a épousé le docteur Fry, ex-chirurgien-major au 14<sup>e</sup> régiment de dragons. Williams est également père de famille. Quant à Jones, il n'était marié que depuis peu de temps.

Les lettres d'Espagne laissent toujours la même incertitude sur la mort de Cabrera. On en est réduit à des rumeurs contradictoires. La majorité des exaltés a été très forte dans les élections de Saragosse. A Madrid, les premières opérations paraissent être aussi en leur faveur. Le ministère espagnol ne compte guère que sur certaines provinces.

Le roi de Hanovre poursuit énergiquement la lutte qu'il a entreprise contre les partisans de la constitution de 1833. Il vient de publier une déclaration par laquelle il notifie aux tribunaux qu'il n'entend pas leur permettre de contester le droit qu'il a cru avoir d'abroger cette constitution ; il ajoute que ceux qui refuseraient de reconnaître ou d'appliquer les lois émanées du nouveau régime politique, seraient réprimés par les voies judiciaires et administratives.

On apprend d'Alexandrie que le pacha d'Egypte s'attend à un coup de main de la part de la flotte anglaise et qu'il se prépare à le repousser. Tant qu'il vivra, nous en sommes certains, les Anglais, malgré toute leur envie, ne renouvelleront pas devant Alexandrie l'infâme guet-à-pens de Copenhague.

Le *Moniteur parisien* publie ce soir le rapport suivant de M. le maréchal Valée :

Alger, le 18 janvier 1840.

Monsieur le ministre,

La province d'Alger n'a été le théâtre d'aucun événement depuis mon dernier rapport. Les Arabes ennemis ne paraissent plus dans la plaine, et c'est à peine si les Kabyles osent se montrer dans les montagnes autour de Blidah. Nos colonnes ont parcouru la Mitidja dans toutes les directions sans rencontrer d'ennemis. Blidah n'a pas été inquiétée depuis le 31 décembre.

Des renseignements postérieurs, venus de Koleah, me font connaître que le kalifa de Millana a son camp dans les gorges de l'Ouad-Ser, derrière les premiers mamelons de l'Atlas ; que son infanterie est établie sur la crête des montagnes des Beni-Salahs ; le kalifa de Medeah est avec les débris de son infanterie, au pied du versant sud de l'Atlas, en un lieu nommé Zeboudj-Lazera. A l'Est, le kalifa Achmet ben Salem est avec 3 ou 400 hommes, vers les sources de l'Ouad-Kaddara, au-delà de Fondouck et de Kara-Mustapha. Les tribus kabyles sont très fatiguées de la guerre et n'attendent qu'une occasion pour recommencer des relations commerciales avec Alger. L'émir est à Tagdempt, où il s'occupe d'organiser les moyens d'action et de faire confectionner des munitions.

Il pleut toujours et la plaine est presque impraticable. Je ne puis donc songer, en ce moment, à aucune opération importante.

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

**Ambigu-Comique.** — *L'Ouvrier*, drame en cinq actes,  
M. par Frédéric Soulié.

Les feuilletons de théâtre ressemblent plutôt à des extraits mortuaires qu'à des morceaux de critiques ; et le journaliste est une espèce de fossoyeur intellectuel qui enterre les morts de la semaine dans une bonne fosse d'oubli, bien profonde et bien large ; six colonnes de prose plus ou moins bien sculptées s'élèvent chaque lundi au bas du journal avec les épitaphes des défunts. Il est triste vraiment de n'avoir jamais affaire aux vivants et de tuer les morts ; aussi, saisissons-nous avec joie l'occasion de donner un certificat de vie aux pièces que nous voyons disparaître tous les soirs.

Nous donnons à la pièce de M. Frédéric Soulié l'attestation de bonne forme qu'elle est née viable, bien constituée, et vivra de longues représentations ; sans doute nous aimerions mieux voir M. Frédéric Soulié, qui est un poète, se livrer à des travaux plus littéraires et ne pas abandonner la muse tragique pour la furie du mélodrame ; nous voudrions qu'il ne sacrifiât pas comme il le fait le style, l'exécution, le dessin du détail à la charpente et à l'intérêt scéniques, mais nous devons dire que si ces défauts peuvent jamais être excusables, c'est assurément dans un théâtre et pour un public comme celui de l'Ambigu-Comique. Le succès a été franc, de bon aloi ; le bout du fil sympathique était évidemment accroché, et les bobines tournaient avec une grande rapidité.

Voici le sujet, que nous débarrassons de la complication : Mathieu Lombard, homme du peuple, bricoleur, mais honnête et sensible au fond, est dans la position la plus singulière où un mari puisse se trouver. Il est père, et quoique Mme Lombard ait été une vertueuse créature, une grande obscurité plane sur la naissance de son fils. Sa femme est accouchée dans une pauvre maison du côté de la frontière, du temps de l'invasion des armées coalisées. — Dans cette maison, se trouvait aussi une femme de grande famille, enceinte, et ressentant déjà les douleurs de l'enfantement. Un chirurgien d'armée donnait ses soins aux deux femmes ; mais le village est envahi par une colonne de Prussiens ; Mathieu Lombard prend son fusil et vole combattre les ennemis de la France. Pendant ce temps là, la maison est prise, les portes sont forcées, le chirurgien a la tête fendue, les deux femmes meurent de saisissement ; il n'y a que les deux enfants qui échappent à la tuerie. Le chirurgien, pour qu'on puisse les reconnaître, a la précaution de marquer

les enfants aux bras avec une incision cruciale disposée d'une certaine manière. Quand Mathieu Lombard revient à la cabane il ne trouve que deux garçons et deux cadavres de femme. Lequel est son fils ? Voilà la question. Le chirurgien, se levant à demi, murmure dans un râle suprême : « Celui qui a une incision au bras gauche est le fils... » Mais la mort lui coupe la parole en lui serrant la gorge de sa main osseuse, et Mathieu Lombard reste fort embarrassé et très perplexe.

Ne pouvant deviner lequel de ces deux enfants est son fils, il l'adopte l'un et l'autre, et se résout à les aimer à tout hasard d'un amour égal. — Le temps vole important l'action avec lui, dit Shakespeare. — Les petits garçons énigmatiques sont devenus de grands jeunes gens aussi peu clairs. Le père Lombard, quoiqu'il ne soit sûr de rien, croit cependant reconnaître confusément son sang d'homme du peuple dans Eugène, bon jeune homme, simple, franc, ouvert, se plaisant dans sa sphère, excellent ouvrier, bien qu'un peu dissipé ; — il lui semble, au contraire, voir dans Victor, plus réservé, plus fier et plus mélancolique, l'indélébile péché de l'aristocratie, le mépris de l'homme, et le damnable orgueil qui ferait marcher sur le corps d'un bienfaiteur, s'il a un chapeau ridicule et des manières communes. — Une seule remarque établira la différence entre les deux frères : Eugène fait des dettes chez le marchand de vin, et Victor chez le tailleur ; l'un veut être, et l'autre paraître, comme le Gascon du baron de Preneste. En effet, Eugène reste en manche de chemise, en bourgeois et en tablier de peau ; Victor porte un frac, un pantalon collant et des bottes à la hussarde. Eugène aime une simple fille de sa classe, une jolie cousine qui tient la caisse du père Lombard ; Victor aime une jeune personne du monde, une mademoiselle de Monneray qu'il a sauvée d'un grand danger, manière de faire connaissance un peu usée, mais qui ne manque jamais son effet. Si le père Lombard se doutait de cette liaison, il poussetait de beaux cris, le grossier honnête homme qu'il est ! — Pour achever de vous peindre la position des personnages, disons que la petite cousine aime en secret Victor, le beau ténébreux, qui ne fait pas la moindre attention à elle, comme cela arrive toujours dans ce monde, où il est si rare de s'aimer ensemble et en même temps. Mlle de Monneray n'est pas non plus insensible au mérite de M. Victor, que Mathieu Lombard est seul à ne pas reconnaître.

Il se trouve dans la fabrique de Lombard un ouvrier nommé Roussillon, mauvais drôle, sentant le gibet d'une lieue à la ronde, et dont les allures capricieuses contrastent avec l'air décent et convenable des autres ouvriers. C'est la fêta de la petite cousine, et Eugène veut lui faire quelque agréable surprise. Roussillon lui vend une paire de boucles d'oreilles de rubis qu'il a trouvées, mot fort suspect de la part d'un garnement

« Les bateaux de Bone et d'Oran ne sont pas revenus, et je suis, par conséquent, sans nouvelles de ces deux provinces. »

« Le maréchal gouverneur-général de l'Algérie, »  
Comte VALÉE. »

Un de nos correspondans nous écrit de Londres, à la date du 24 :

« Si les journaux français arrivés hier et aujourd'hui exagèrent beaucoup les faits relatifs au grand meeting des chartistes, tenu à Londres, meeting qui n'a pas fait le moindre bruit, dont personne ici ne s'est occupé, et qu'on considère comme une manifestation sans importance, en revanche, les journaux anglais, et notamment le *Morning Herald* du 25, attribuent de futures conséquences très graves aux vœux de réforme récemment manifestés par la garde nationale. A entendre les journaux anglais, qui jugent tous les jours aussi mal la France que les journaux français jugent mal l'Angleterre ; à entendre les journaux anglais, disons-nous, la majorité de la garde nationale parisienne veut la réforme électorale, et si une nouvelle réunion de citoyens pétitionnant à main armée n'a pas eu lieu le dimanche, ce n'est pas la pluie qui en est cause, mais c'est la recommandation faite par les coryphées du parti réformiste, qui ne croient pas encore venu le moment de placer la garde nationale en opposition directe avec le gouvernement. Du reste, le *Morning Herald* ne voit pas d'autre issue possible à tout cela qu'une catastrophe : « Pourrait-il en être autrement dans un pays où il n'y a pas 250,000 électeurs sur plus de 50 millions d'habitants, et où l'on est emprisonné suivant le bon plaisir de la couronne, comme sous Louis XIV ? » Par parenthèse, il se trouve qu'en ce moment deux bons et excellents citoyens, immensément riches, et qui n'ont jamais commis d'autre faute que celle d'avoir cédé à l'ambition bourgeoise d'être *sheriffs* de Londres (fonctions gratuites), viennent d'être arrêtés par ordre de la chambre des communes pour un motif des plus frivoles, et incarcérés sans qu'aucun terme ait été fixé à leur détention. Certes, ni le roi des Français, ni la chambre des députés n'oseraient entreprendre de telles choses, surtout sous de vains prétextes de formes ; si l'on mettait la main sur le molâtre colonel de la garde nationale, maire ou adjoint, nous aurions pour le coup deux ou trois nouvelles révolutions de juillet. Ce qu'il y a de plus plaisant, c'est que le *Morning Herald*, qui, ainsi que tous ses confrères, nous plaint bien sincèrement de compter parmi nous si peu d'électeurs, consacre précisément une partie de son numéro du même jour à rendre compte de l'élection qui a lieu en ce moment à *Southwark*, pour remplir une place vacante à la chambre des communes. Voyons donc un peu ce qui se passe dans ce pays où un plus grand nombre de citoyens a des droits politiques, et où la dignité de l'homme, si bien comprise et si bien respectée, dit-on, doit savoir à son tour se respecter elle-même. Nous traduisons littéralement les parties les plus intéressantes du compte-rendu, en supprimant les longs *speeches* débités par les trois candidats.

La nomination des candidats eut lieu hier matin devant l'Hôtel-de-Ville, où de très commodos *hustings* avaient été dressés. De très bonne heure un corps nombreux de ces *gentlemen à tenue décente* qui font d'une élection un jour de réjouissance, s'était réuni après avoir barboté leurs personnes avec des rubans, des cartes, des affiches, des placards aux couleurs de leur candidat favori. Il y avait là un choix d'individus fait dans tous les quartiers de la ville, qui semblait en effet avoir été écümée de tout ce qu'elle contient de plus bas et de plus ignoble. Des marchands de peaux de lapins, des matelots, des garçons bouchers, des boueurs, des charbonniers, des négociants qui orient leurs marchandises dans les rues se faisaient remarquer aux premiers rangs. De dix heures du matin jusqu'à onze, ces électeurs ne poussèrent qu'un seul et même hurlement. Les membres les plus influents de chaque parti étaient montés sur les épaules de leurs amis, et de là ils sifflaient avec leurs doigts et poussaient leur cri de guerre, faisant circuler la science électorale sous forme de prose, de vers, et même de pécards ; exhibant d'immenses écriteaux et se rendant, en un mot, agréables à la multitude par tous les moyens que leur esprit, leur bonne humeur et leur adresse leur suggéraient. Sur un côté des *hustings* était un rouge gaillard de la mer du Sud, juché lui-même sur les épaules d'un marchand d'habits à formes d'Hercule ; il se mit incontinent à imiter le chant du linot, le cri du merle, du chat-huant, du coucou, etc. Aussitôt lui surgit dans les rangs opposés un compétiteur également habile à contrefaire les hôtes des bois. Pres d'eux se montrait pareillement au-dessus de la foule un ramoneur qui, tirant son pain et son lard de sa poche, se mit à manger au grand divertissement de la foule. A onze heures, les *formalités préliminaires* ayant été remplies, le grand bailli annonça qu'en conséquence des conventions faites entre les candidats, M. Walter serait le premier proposé, M. Wood le second, puis enfin M. Curling.

Les qualités personnelles et les titres des trois candidats ayant été successivement exposés par les chefs de leurs partis au milieu des cris, des huées, des injures les plus inimaginables, leur tour vint de comparaître en personne.

M. Walter dit qu'il avait représenté deux fois le Berkshire au parlement. (Une voix : Oui, une fois comme whig et une fois comme tory), qu'il n'avait d'autre désir que de contribuer au bien public, et cela par le sacrifice de son temps, de son argent et même de sa santé. (Une voix : Oui, et celui de vos principes, monsieur Walter ! ) Tonnerre de sifflets et d'applaudissements, grognemens inouïs des matelots.

M. Wood vint alors et s'adressa aux électeurs. Mais les cris avec lesquels il fut accueilli furent plus violents encore que ceux qui s'étaient fait entendre lors de l'apparition de M. Walter. On pouvait distinguer ces mots :

pareil ; Eugène, séduit par le bon marché et l'élégance des bijoux, les achète et les donne à sa cousine, que cette délicate attention attendrit jusqu'aux larmes. Ce n'est pas le seul vol de Roussillon ; avec ces bijoux, il a pris une cassette. Remarquez bien cette cassette : elle renferme tous les papiers nécessaires au dénouement du drame ; elle est aussi importante que la boîte de fer portée par Benignus Spiagudry et poursuivie avec tant d'acharnement par Ordener Guldenlew, dans le roman de *Han d'Islande*. Non content d'avoir volé une cassette, Roussillon vole une caisse, celle du père Mathieu Lombard, qui est assez bien garnie. La désolation est grande au logis ; mais Eugène jure de réparer la perte à force de travail et de retrouver le voleur. Ses soupçons se portent naturellement sur Roussillon.

Une rencontre fortuite d'Eugène qui vient pour des travaux de menuiserie chez Mlle de Monneray avec son frère Victor, trahit le secret de celui-ci, qui n'avait pas osé avouer dans cette noble maison son nom vulgaire et plebéien. Le tuteur de la jeune personne le jette outrageusement à la porte, et profite de cette occasion pour presser le mariage de Mlle Monneray, mariage nécessaire pour éteindre un procès fort compliqué. Mlle de Monneray qui aime sincèrement Victor, résiste de son mieux et refuse opiniâtrement le prétendant à sa main, espèce de fat dans le genre des pourris et des incroyables du directoire, qui désosse les mots et ne parle qu'en voyelles. — La vieille tante de Mlle de Monneray, qui a appris le malheur arrivé à Mathieu Lombard, va chez lui et lui offre une assez raisonnable liasse de billets de mille francs que le vieux sauvage refuse de la façon la plus farouche. Ah ! messieurs du peuple, il faut convenir que vous traitez quelquefois bien brutalement ces pauvres grands seigneurs, c'est très beau de n'être pas marquis, nous en convenons, mais pourtant il ne faut pas porter trop loin l'orgueil de n'être rien.

Le reste de la pièce est une espèce de chasse d'Eugène et de Roussillon, ce sont des marches, des contre-marches, des stratagèmes à n'en plus finir.

Roussillon, qui a lu les papiers de la cassette et qui en a senti toute l'importance, a écrit au tuteur de Mlle de Monneray qu'il ne les lui rendrait qu'au prix de dix mille francs, somme qu'il élève progressivement jusqu'à vingt-cinq mille. — Eugène, qui l'a vu rôder toute la journée autour de l'hôtel, prend les habits d'un badigeonneur, et au moyen de la corde à nœuds et de l'escarpolette du barbouilleur, surveille ses menées et voit ce qui se passe dans l'intérieur de la maison comme un autre diable boiteux. — De cette façon, il entend tout, il voit tout, et déjoue tout : il découvre la cachette où Roussillon a mis les papiers, craignant d'en être dépoüllé violemment ; il s'en empare, et par des mesures



« Aller donc cacher votre tête à Hull ! » C'est l'endroit où une première candidature de M. Wood avait échoué. M. Wood parvint toutefois à se faire entendre, et dit notamment qu'il était libre de tout engagement vis-à-vis les whigs et les torys. (Une voix : Oh ! oh ! vous n'êtes ni gras ni maigre, ni blanc ni noir. Sifflets, applaudissements.) M. Wood accuse alors son concurrent, M. Walter, d'être identifié avec les chefs des chartistes Oastlen et Stephens. Il conclut néanmoins en promettant de voter pour le scrutin secret, le rappel du *corn law*, une extension du droit électoral. (Ils ne sont pas encore contents !), enfin, pour un plan d'éducation libérale.

Le discours de M. Curling est accompagné des mêmes incidents et des cris mille fois successivement répétés de : Vivent les whigs ! A bas les torys ! Vivent les torys ! A bas les whigs ! Une voix lui crie : *It's all humbug !* ou, mot à mot : Tout ce que vous nous avez dit est de la blague !

Le haut-bailly recueille alors les voix et la majorité se décide en faveur de M. Wood.

Le second jour du *poll* a offert des scènes de confusion encore plus grandes. M. Curling a été obligé de se servir de sa force pour se maintenir aux hustings. Il a été traité de Judas Iscariote, et accusé de s'être vendu aux whigs. Les électeurs des deux partis se sont arrêtés juste sur les limites d'un sanglant combat.

Il n'y a pas à dire, voilà exactement où la réforme Berryer-Garnier-Pagès nous conduirait, et nous arriverions là forcément si nous passions par la réforme Barrot, simple vestibule du suffrage universel. Quant à nous, il nous semble au-dessous de la dignité de tout homme de se soumettre aux avanies qui attendent un candidat à la députation anglaise, avanies que tous les membres de la chambre des communes ont dû forcément subir ; il vaut mieux ne pas représenter son pays que d'obtenir ses suffrages à un tel prix. Or, il arrivera identiquement la même chose chez nous, le jour où les gens tout à fait sans éducation acquiescent, par une réforme quelconque, leurs droits d'entrée dans les collèges électoraux. Que Dieu nous en préserve, s'il ne veut pas nous dégoûter tout à fait du gouvernement représentatif.

## PROJET DE LOI DES SUCRES.

### EXPOSÉ DES MOTIFS.

Messieurs, nous vous avons exposé dans la dernière session les différents motifs qui rendaient indispensable le changement du tarif des sucres.

Vous vous rappelez quelle était à cette époque la situation désastreuse des colonies.

L'établissement d'un impôt sur le sucre indigène, fixé d'abord à 11 fr. par 100 kilogrammes, et porté à 16 fr. 50 c. à dater du 1<sup>er</sup> juillet 1839, n'avait pas suffi pour maintenir le prix nécessaire pour que les colons pussent continuer de produire avec sécurité.

Le cours des sucres bonne 4<sup>e</sup>, qui était alors de 54 fr. les 50 kilogrammes, droits acquittés, laissait une perte de 8 fr. 25 c. Cette perte, le gouvernement proposait de la couvrir par un dégrèvement correspondant de 16 fr. 50 c. par 100 kilogrammes. Mais, déterminée par une hausse momentanée de 2 à 4 fr. qui, postérieurement à la présentation du projet de loi, s'était déclarée à la suite des exportations directes effectuées de la Martinique et de la Guadeloupe, votre commission ne crut pas devoir dépasser, dans sa proposition, le chiffre de 15 fr. 20 c. C'est également à cette somme que, par des motifs dont vous comprendrez la haute convenance, nous avons dû réduire le dégrèvement, lorsque la continuation de l'encombrement et la situation alarmante des colonies, attestée par les dispositions mêmes dont leurs gouvernements n'avaient pas craint d'assumer la responsabilité, nous décidèrent, en l'absence des chambres, à ne pas retarder plus longtemps l'adoucissement qui pouvait résulter d'une simple modification au régime établi.

Cette mesure, messieurs, a atteint le but que nous nous étions proposé. Après quelques oscillations qui ont fait craindre un moment de voir le chiffre du dégrèvement absorbé par une baisse nouvelle, les cours se sont relevés de manière à faire profiter intégralement le producteur colonial du sacrifice imposé au trésor.

Mais, il faut le dire, ce qui a surtout contribué à l'amélioration des prix, c'est que dans l'attente du dégrèvement qui était annoncé dès le commencement de l'année dernière, il y a eu en 1839 réduction de deux cinquièmes dans les plantations de betteraves, et par conséquent dans la fabrication du sucre indigène, en sorte que le marché se trouve aujourd'hui beaucoup moins encombré.

Or, il est impossible de ne pas reconnaître que le cours élevé des sucres doit agir comme un stimulant sur la production indigène, et qu'en présence d'une telle éventualité, il y aurait une haute imprudence à maintenir la législation existante. Dans le cas, en effet, où, ce qui ne manquerait pas d'arriver, les fabriques établies dans des conditions tant soit peu favorables donneraient un nouvel essor à leur exploitation, on verrait la production indigène évaluée au plus à 50 millions de kilogrammes pour 1839, remonter en 1840 au chiffre de 1838, qui a atteint.

Cette quantité accrue du stock habituel à la fin de chaque année.

Et la production coloniale qui, d'après la moyenne des arrivages de 1838 et 1839, n'est pas moindre de

porterait le total des approvisionnements de l'année courante à	157,000,000
Et comme la consommation ressort au chiffre de (1).	113,000,000
Nous nous retrouverions l'année prochaine en présence d'un excédant de	44,000,000 kilogrammes.

(1) En 1838, il a été acquitté, sucre étranger compris, dont il faut déduire les exportations de sucres raffinés représentant en sucres bruts.

Reste à la consommation	63,515,108
Ajoutant la production indigène d'environ.	49,000,000

on a pour la consommation des deux sucres.

112,515,108 kilogrammes.

énergiques, se rend maître de la situation.

Maintenant qui est le marquis ? qui est le prolétaire ? Eugène supplie le ciel que ce soit Victor l'aristocrate. D'après les indications contenues dans les papiers dérobés autrefois par le tuteur de Mlle de Monneray, indications écrites par le chirurgien, que la mort avait empêché de remettre au père Lombard, c'est Eugène qui est le marquis et Victor l'ouvrier. Heureusement tout s'arrange. Après quelques folles bouffées de vanité, bien légitimes dans sa position nouvelle, Eugène, marquis de Monneray, se ressouvient de son ancienne famille ; il fait épouser à Victor Mlle de Monneray, qui ne demande pas mieux, et lui-même se marie avec sa jolie cousine, qui n'en est pas fâchée. — Le père Lombard pense que les marquis et les menuisiers peuvent être également bons garçons, quoique intérieurement il penche un peu pour les menuisiers. Quant à Roussillon, il va se faire pendre ailleurs : que la corde ne lui serre pas trop le cou, s'il est possible !

Boutin a joué le rôle de l'ouvrier en perfection ; depuis Frédéric on n'a rien vu de mieux : ce n'est pas le voleur idéal, le Charles Moor, le Robert Macaire qui se drape noblement dans son haillon ; ce n'est pas le génie du crime et de la grâce de la scélératesse comme dans *l'Auberge des Adrets* ; c'est le vice bas, misérable, étié, ignoble, le vice parisien. Comme vérité, il n'est guère possible d'aller au-delà : le chapeau est miraculeux, le pantalon est plein de génie, et la redingote, qui a dû nécessairement huit jours de recherches au Temple dans les plus affreuses arrières-boutiques, ne peut avoir appartenu qu'à un coquin flétri. Elle a gardé les plis du crime et de l'infamie. — Boutin n'a pas donné à son rôle cet étrange attrait que Frédéric sait imprimer aux brigands et qui fait de tous les auditeurs des complices de Robert Macaire ; mais il a rendu sans charge, sans exagération, un caractère d'une réalité suffisante ; il s'est montré acteur de premier ordre.

Albert a mis de la rondeur, de la franchise et de la sensibilité dans le rôle du jeune ouvrier, et somme toute, la pièce a été jouée de façon à ne pouvoir l'être mieux dans aucun théâtre.

Le succès a été complet. Seulement le cinquième acte est inutile ; la pièce finit naturellement au quatrième : de larges coupures sont nécessaires dans cette partie de l'ouvrage. — Sans être des Nostradamus et des Mathieu Laensberg, nous prédisons au drame de M. Soulié une vogue des plus durables. — Les jours de *Gaspardo* vont renaître pour l'Ambigu. — Maintenant, passons au théâtre des Variétés qui s'est enfin déguignonné.

### Théâtre des Variétés. — Les Trois Épiériers.

Il y avait une fois trois épiériers qui s'aimaient d'amour tendre ; ces

Alors encore l'encombrement ramènerait une baisse dont l'effet serait infailliblement cette fois d'absorber tout ou partie du dégrèvement que nous avons dû accorder aux souffrances des colonies.

Ainsi, après avoir épuisé le double expédient d'un impôt de 16 fr. 50 c. sur le sucre indigène, et d'une réduction de droit de 15 fr. 20 c. sur le sucre colonial, nous nous retrouverions dans une situation exactement semblable à celle qui a causé tant de difficultés.

On le voit, il ne suffirait pas, pour éviter une nouvelle crise, de confirmer le dégrèvement, ni même d'en élever le chiffre à 16 fr. 50 c. Il y aurait à se préserver de l'encombrement par une extension de débouchés.

Mais c'est un résultat qu'il est impossible de chercher, soit dans l'exportation directe des colonies, puisque cette mesure, contraire d'ailleurs à tant d'intérêts nationaux, aurait pour effet de développer encore la production indigène au détriment du revenu public ; soit dans le rétablissement d'une prime, puisque l'expérience a justement frappé ce système de réprobation.

Au point où nous sommes arrivés, ce n'est plus à rétablir momentanément l'équilibre entre deux productions rivales que nous devons appliquer nos soins : la question se présente d'une manière plus nette et plus tranchée. Il s'agit ou de sacrifier la production coloniale en continuant au sucre de betteraves la protection qui lui a permis de lutter avec elle jusqu'à présent, ou de retirer intégralement au sucre indigène celle dont il jouit maintenant encore, au risque de frapper d'anéantissement toutes les fabriques qui ne peuvent prospérer qu'à l'aide du système actuel. Tels sont les deux partis extrêmes entre lesquels nous avons à choisir.

Mais l'un, en ruinant les colonies, aurait porté aux intérêts de notre commerce et du trésor public une grave atteinte et compromis, avec ceux de notre marine, la question politique et militaire qui s'y rattache étroitement.

De tels résultats ne comportaient évidemment aucune compensation. Le gouvernement s'est déterminé pour la mesure qui, touchant des intérêts d'une importance moindre, pouvait d'ailleurs se concilier avec la pensée d'un dédommagement.

Cette mesure, par quels moyens doit-elle s'accomplir ? Dans quelles limites et sous quelles formes convient-il de la réaliser ? Telles sont les questions que d'abord nous avons dû nous proposer. Elles s'étaient également présentées à l'honorable rapporteur de votre commission, lorsque l'année dernière, par une sorte de prévision de notre position actuelle, il fut conduit à jeter un coup d'œil sur les différentes combinaisons qu'elle pourrait conseiller. Celle qu'il recommandait comme préférable serait sans doute radicale. Supprimer la fabrication indigène, remettre au sucre de cannes l'approvisionnement intégral du marché, ce serait, en effet, couper court à toute difficulté. Mais serait-ce être juste ? Serait-ce tenir compte des principes de liberté qui font la base de notre législation industrielle ?

Nous ne l'avons point pensé.

La protection excessive long-temps accordée à l'industrie indigène ne saurait être un motif pour l'exclure de la consommation intérieure, lorsque d'ailleurs elle acquittera les mêmes charges que la production rivale. Diverses combinaisons se présentaient pour arriver à l'égalité des charges, soit en dégageant le sucre colonial jusqu'au niveau de 16 fr. 50 c. que supporte aujourd'hui le sucre indigène.

Soit en élevant l'impôt actuel sur celui-ci jusqu'au taux de 56 fr. 50 c. que paie le sucre des colonies ;

Soit en portant l'impôt sur les deux sucres au taux de 45 fr. (49 fr. 50 c. avec le décime), qu'il est du droit des sucres coloniaux antérieurement à la réduction.

Nous allons examiner chacun de ces moyens.

Le premier entraînerait pour nos finances l'abandon annuel de 12 millions (1) sur le revenu des sucres ; dommage considérable qu'il ne faut pas espérer de compenser ni même d'atténuer par un développement de consommation. Quelques personnes, il est vrai, pensent que la réduction de l'impôt pourrait avoir ce résultat, et que dès lors il est indifférent pour le trésor de procéder par voie de dégrèvement ou d'aggravation.

Nous croyons qu'elles sont dans l'erreur. Ce n'est pas une différence de quelques centimes par un demi-kilogramme qui pourrait augmenter d'une manière sensible la consommation du sucre ; l'accroissement constamment progressif que cette consommation a pris depuis vingt ans, quoique le droit fût resté le même, a tenu au progrès général de l'aisance, progrès lent, sûr, favorable à toute espèce de consommation, et sur lequel une réduction de tarif ne saurait que faiblement influer. Il est inutile d'ajouter qu'une telle combinaison, qui ne se concilie ni dans le présent, ni dans l'avenir, avec les exigences du trésor, ne pouvait avoir notre assentiment.

Le second moyen, qui consiste à porter l'impôt sur le sucre indigène au même taux que le droit d'entrée actuel sur le sucre colonial, 56 fr. 50 c., rencontrerait des objections non moins péremptoires. En effet, le sucre indigène ne se trouverait pas dans une condition meilleure, soit que le droit sur le sucre colonial fût réduit de 19 fr. 80 c., soit que le droit sur le sucre indigène s'accroît d'une même quotité. Et si, à raison de ce préjudice, on admet le principe d'une indemnité en faveur du sucre indigène, le trésor n'obtiendrait un accroissement de revenu que sur l'un des deux sucres ne trouverait pas dans une si faible augmentation les ressources nécessaires pour faire face à cette indemnité.

A tous égards, nous avons dû préférer l'établissement de la taxe de 49 fr. 50 c. sur les deux sucres, puisqu'elle offre seule l'avantage de garantir au trésor un produit élevé et de procurer ainsi les moyens de subvenir à l'indemnité réclamée par les fabricants.

Sur ce point quelques observations sont nécessaires.

Le gouvernement n'entend pas admettre que les prétentions des fabricants de sucre indigène à une indemnité, dans le cas où il y aurait eu à changer les bases des tarifs actuels, soient fondées sur un droit réel. Loin de là ; l'égalité d'impôt pour des produits similaires n'est autre chose que le retour du

(1) En supposant la production indigène rétablie à 49 millions de kil., la part du sucre colonial dans la consommation serait de 64 millions, lesquels, à 16 fr. 50 c., paieraient 19 fr. 80 c. de moins qu'à raison de 56 fr. 50 c. ; soit 12 millions 672,000 fr.

droit commun. Aucune disposition de nos tarifs, si favorable qu'elle puisse être à telle ou telle industrie spéciale, ne constitue au profit de cette industrie un droit contre l'état, et toute protection de ce genre peut toujours être réduite ou supprimée sans indemnité. A plus forte raison, quand une industrie nationale s'est trouvée spécialement protégée au préjudice d'une industrie également française, ne saurait-elle invoquer comme un droit la faveur dont elle a joui. Mais nous ne croyons pas déroger à ce principe fondé sur des considérations d'ordre public, en proposant d'accorder l'indemnité comme une mesure d'équité et en même temps de bonne administration, puisqu'elle nous permet de franchir tous les degrés intermédiaires et d'arriver de suite à un droit uniforme sur les deux sucres sans donner lieu à des plaintes fondées de la part d'une industrie dans laquelle, il faut le reconnaître, beaucoup de capitaux ne se sont engagés que sur la foi des encouragements exagérés que la législation lui a si long-temps offerts.

Ici, messieurs, se présentent des questions d'application très graves : supposant l'impôt fixé à 49 fr. 50 c., supposant l'indemnité résolue, cette indemnité sera-t-elle acquise à toutes les fabriques indistinctement, soit qu'elles aient cessé de produire par suite des premières taxes imposées sur le sucre indigène, soit qu'elles tombent devant l'égalité des charges maintenant proposée, soit qu'elles continuent à produire ?

Après un mûr examen, il nous a paru qu'aucune loi ne devait avoir d'effet rétroactif ; l'indemnité que nous vous proposons d'allouer ne devra être applicable qu'aux usines actuellement en activité, et, qu'à l'égard de celles-ci, il n'y aura pas à s'enquérir pour faire jouir de l'indemnité les unes plutôt que les autres, si, en présence du nouvel impôt, elles pourront ou non continuer leur exploitation.

En effet, messieurs, si nous pensons qu'il convient d'entrer dans la voie de l'indemnité, c'est surtout, nous le répétons, parce qu'en retirant au sucre indigène la protection exagérée dont il a joui jusqu'ici, nous nous abstenons d'user des ménagements qu'il est dans les habitudes comme dans les devoirs du gouvernement d'observer en pareil cas. Les établissements qui, grâce à la perfection de leurs procédés de fabrication ou à de nouvelles améliorations, croiront pouvoir continuer leur exploitation en payant l'impôt intégral, nous paraissent donc avoir autant de droits à l'indemnité que tous ceux qui cessent de produire dès que le tarif protecteur leur aura été enlevé.

Le projet que nous avons l'honneur de vous présenter se résume ainsi : un impôt égal sur les deux productions nationales ;

L'abaissement des surtaxes qui affectent le sucre étranger, afin qu'il vienne combler le vide que pourra laisser sur nos marchés le sucre indigène ;

Une indemnité arbitraire avec soin et à répartir sur les bases qui paraissent les plus équitables, et des moyens de surveillance propres à garantir le recouvrement intégral de l'impôt sur le produit des fabriques qui subsisteront ou de celles qui viendront à s'établir.

Nos calculs sur les taxes ont été faits de manière à ce que le sucre étranger, sans pouvoir se substituer au sucre colonial, empêche celui-ci de dépasser le prix de revient qu'il nous a toujours paru juste de lui assurer.

Nous vous proposons d'ailleurs d'autoriser le gouvernement à élever ces surtaxes dans l'intervalle des sessions, s'il se présentait quelque circonstance qui en rendit le chiffre insuffisant pour conserver au sucre colonial son prix rémunérateur.

Nous vous demandons aussi la faculté d'assimiler au sucre brut autre que blanc une qualité inférieure de sucre terre, connue sous le nom de *moscouade*, qui se produit principalement au Brésil et dont la richesse saccharinée ne dépasse pas celle des sucres bruts de la moindre qualité.

L'exercice de cette faculté pourra nous procurer en retour quelques facilités nouvelles pour l'écoulement à l'étranger de quelques uns de nos produits. Une autre disposition du projet de loi réduit de 75 à 72 pour 100 l'évaluation du rendement des sucres bruts destinés à l'exportation.

L'enquête qui a été faite en 1838, et dont les résultats vous sont connus, nous autorise à penser que, réglé à ce taux, le *draw-back* ne sera pas une prime, mais seulement le remboursement des droits perçus sur la matière première déchargée des résidus incristallisables. Cette modification aura le double avantage d'activer nos relations maritimes pour l'importation des sucres, et de rapprocher à nos raffineries les moyens de concourir à l'étranger d'une manière moins défavorable avec celles de l'Angleterre, de la Hollande et de la Belgique, où le *draw-back* est calculé d'une manière beaucoup plus la, ge.

Les bases propres à déterminer la quotité de l'indemnité, a été pour nous l'objet d'une attention sérieuse. Nous avons pensé qu'il y avait lieu de l'évaluer, non d'après les profits présumés de l'industrie indigène, car rien n'est été plus incertain, plus contraire au but qu'il s'agissait d'atteindre, mais d'après le capital engagé que va, sinon antérieurement, du moins à l'avenir, à un haut degré l'évaluation immédiate de l'impôt à 49 fr. 50 c. Dans l'impossibilité de procéder pour chaque fabrique par voie d'expertise, nous avons d'abord fait diviser les différents établissements en plusieurs catégories suivant leurs forces productrices, telles que les a constatées l'administration des contributions indirectes, qui a fait arbitrer les constructions et le matériel d'un certain nombre de fabriques de chaque catégorie, par des personnes expérimentées, ce qui a produit pour toutes un chiffre de 45 millions 500,000 fr. que, pour prévenir tout mécompte, il paraît convenable de porter à 50 millions ; mais il est de toute équité d'en déduire la valeur immobilière et celle du matériel qu'on ne peut estimer à moins de 20 pour 100, quand même toutes les fabriques cesseraient de fonctionner ; c'est donc seulement à 40 millions que ressort le chiffre de l'indemnité.

Nous proposons de répartir ces 40 millions dans la proportion de la force productive de chaque fabrique, telle qu'elle aura été établie par la moyenne de sa production journalière.

C'est sans doute, messieurs, un grand sacrifice qu'une telle indemnité, mais il sera promptement couvert.

Voici en effet quels seront les résultats financiers de la mesure que nous soumettons à votre examen :

La production coloniale, évaluée à 88 millions de kilogrammes, se compose, 1<sup>er</sup> des 22 millions récoltés à Bourbon, qui, au droit réduit de 42 francs 50 centimes, pour cette provenance, donneraient lieu à une perception

du cachot où la mère et la fille se trouvaient enfermées toutes les deux par un raffinement de méchanceté diabolique. Mme Gautier, qui est, certes, une actrice de talent et qui mérite d'être la sœur de Bouffé, a rempli le personnage de la mère avec beaucoup de conscience. Il est à regretter que ce rôle ne soit qu'un rôle d'un bout à l'autre, l'acteur qui fait le nègre Daniel a eu de fort bons moments, mais le jus de réglisse dont il était peint nous a empêché de le reconnaître.

La décoration de la fin est assez belle, le changement de couleur des eaux de la mer est surtout fort bien rendu, le ciel a de beaux tons orange, les maisons s'écroulent bien ; enfin il ne manque à ce tremblement de terre qu'une toute petite chose, — de trembler. — Mais il faut bien se prêter un peu à l'illusion, un machiniste ne fait pas osciller aussi aisément le plancher d'un théâtre que le bon Dieu remue une planète. — La pièce telle qu'elle est attirera la foule.

**Académie Royale de Musique. — La Vendetta, la Sonnambule ;** Mesdames Stoltz, Dorus et Nathalie.

La *Vendetta*, réduite en deux actes, a été reprise avec une distribution nouvelle : Mme Stoltz remplace Duprez, quoiqu'une jeune femme svelte, fluette, puisse paraître, au premier abord, peu propre à suppléer un homme trapu et musculeux, et Mme Dorus-Dras joue le rôle de Mlle Nathan. Tout a mieux marché de la sorte. Mme Stoltz, charmante sous le costume corse, a très bien représenté Paolo, qui, dans la nouvelle de M. Mérimée dont l'opéra est tiré, n'a guère plus de quinze ans, elle a chanté avec cette passion et cette verve nerveuse qui la caractérisent, et s'est fait applaudir comme dans tous les rôles qu'elle aborde, et où elle apporte, outre son mérite de cantatrice, de l'esprit, de l'entente de la scène et un sentiment dramatique trop rares chez les chanteurs actuels. Pour Mme Dorus, la nommer, c'est la louer suffisamment. — La *Vendetta*, qui renferme plusieurs morceaux d'une beauté réelle, a été très favorablement accueillie sous ces nouvelles dimensions, et tiendra sa place dans le répertoire.

Après la *Vendetta* l'on a donné la *Sonnambule*. Mlle Nathalie jouait Ninette. Elle a mis beaucoup de grâce, de charme et d'ingénuité dans son jeu. Nous lui conseillerons seulement, dans la scène de somnambulisme, d'avoir des mouvements plus incertains, plus lents, plus timides ; les sonnambules ne voyant pas par les yeux, ont une démarche composée, beaucoup plus automatique, en quelque sorte. Mlle Nathalie ferait bien d'indiquer un peu plus fortement cette nuance : la composition générale du rôle y gagnerait.

**THÉOPHILE GAUTIER.**

épiciers s'appelaient Leture, Lapie et Bardou, trois noms magnifiques ! trois noms prédestinés !

Lapie a pour garçons deux jeunes gens du voisinage, Bichelu et Athanase. Athanase est un drôle plus enflammable que l'esprit-de-vin ou l'essence de térébenthine : amoureux d'une jeune fille nommée Rose, qu'il n'a pas vue depuis bien long-temps, il retrouve dans toutes les femmes qu'il voit quelques traits de la matresse adorée. Au bout de quelque temps, il finit par s'aviser que Mme Lapie ressemble beaucoup à son adorée Rose, et il lui fait la cour le plus ingénument du monde : heureusement que Bardou veille sur l'honneur de son ami, et fait placer Athanase chez M. Leture ; Athanase, fidèle à sa monomanie, ne tarde pas à trouver excessivement harmonieuse la voix de Mme Leture, et il en tombe amoureux subitement tout vif. — Bardou ne voit pas que le danger n'est que déplacé, mais Lapie s'en aperçoit, et il veille sur l'honneur de Leture. Mais le volage Athanase ne pense déjà plus à Mme Leture, c'est à Mme Bardou qu'il en veut ; il vient précisément de reconnaître qu'elle avait le son de voix de Rose ; les amis, tremblant pour leur honneur réciproque, s'écrivent un triple billet pour se prévenir du danger que les menaces ; les trois épiciers, furieux, courent à la chambre d'Athanase, et au lieu de leurs femmes, ils y rencontrent Rose, qui vient d'arriver tout récemment de Poitiers ; il n'y a que les épiciers pour avoir ces bonheurs là ; — mais aussi l'épicier est le roi de la civilisation, et il occupe la première livraison dans les *Français peints par eux-mêmes*.

L'on a nommé, au milieu de sincères applaudissements, MM. Anicet Bourgeois et Lockroy. C'est un succès de fou rire ; les épiciers étant les marquis de la révolution de juillet, éprouvent déjà le sort de toute aristocratie, ils sont baffonnés.

**Gaîté. — Le Tremblement de terre de la Martinique.**

Un tremblement, deux tremblements ; quand cela finira-t-il ? Nous espérons que ce sera le dernier : le tremblement de la Gaîté est préférable à celui de la Porte-Saint-Martin : au moins, la catastrophe y est amenée par l'événement qui donne son titre à la pièce. Il y a aussi un noir, mais c'est un bon noir, il est blanc en dedans au lieu que celui de la Porte-Saint-Martin est noir partout : ce brave nègre qui mériterait assurément le prix Monthyon fait retrouver à une jeune fille fort intéressante une mère non moins intéressante, qui pourrissait dans un souterrain depuis dix ans ; il amène la punition du traître et fait triompher l'innocence. Cette cheville d'ébène est la cheville ouvrière de la pièce : c'est lui qui fait tout. — A la fin, la terre tremble et en faisant ébouler les édifices, révèle l'existence

du cachot où la mère et la fille se trouvaient enfermées toutes les deux par un raffinement de méchanceté diabolique. Mme Gautier, qui est, certes, une actrice de talent et qui mérite d'être la sœur de Bouffé, a rempli le personnage de la mère avec beaucoup de conscience. Il est à regretter que ce rôle ne soit qu'un rôle d'un bout à l'autre, l'acteur qui fait le nègre Daniel a eu de fort bons moments, mais le jus de réglisse dont il était peint nous a empêché de le reconnaître.

La décoration de la fin est assez belle, le changement de couleur des eaux de la mer est surtout fort bien rendu, le ciel a de beaux tons orange, les maisons s'écroulent bien ; enfin il ne manque à ce tremblement de terre qu'une toute petite chose, — de trembler. — Mais il faut bien se prêter un peu à l'illusion, un machiniste ne fait pas osciller aussi aisément le plancher d'un théâtre que le bon Dieu remue une planète. — La pièce telle qu'elle est attirera la foule.

**Académie Royale de Musique. — La Vendetta, la Sonnambule ;** Mesdames Stoltz, Dorus et Nathalie.

La *Vendetta*, réduite en deux actes, a été reprise avec une distribution nouvelle : Mme Stoltz remplace Duprez, quoiqu'une jeune femme svelte, fluette, puisse paraître, au premier abord, peu propre à suppléer un homme trapu et musculeux, et Mme Dorus-Dras joue le rôle de Mlle Nathan. Tout a mieux marché de la sorte. Mme Stoltz, charmante sous le costume corse, a très bien représenté Paolo, qui, dans la nouvelle de M. Mérimée dont l'opéra est tiré, n'a guère plus de quinze ans, elle a chanté avec cette passion et cette verve nerveuse qui la caractérisent, et s'est fait applaudir comme dans tous les rôles qu'elle aborde, et où elle apporte, outre son mérite de cantatrice, de l'esprit, de l'entente de la scène et un sentiment dramatique trop rares chez les chanteurs actuels. Pour Mme Dorus, la nommer, c'est la louer suffisamment. — La *Vendetta*, qui renferme plusieurs morceaux d'une beauté réelle, a été très favorablement accueillie sous ces nouvelles dimensions, et tiendra sa place dans le répertoire.

Après la *Vendetta* l'on a donné la *Sonnambule*. Mlle Nathalie jouait Ninette. Elle a mis beaucoup de grâce, de charme et d'ingénuité dans son jeu. Nous lui conseillerons seulement, dans la scène de somnambulisme, d'avoir des mouvements plus incertains, plus lents, plus timides ; les sonnambules ne voyant pas par les yeux, ont une démarche composée, beaucoup plus automatique, en quelque sorte. Mlle Nathalie ferait bien d'indiquer un peu plus fortement cette nuance : la composition générale du rôle y gagnerait.

**THÉOPHILE GAUTIER.**



100 de	9,317,000 f.
2° Des 66 millions de la Guyane et des Antilles, qui, au droit de 49 fr. 50 c., donneront.	52,670,000
Sur les 25 millions de kilogrammes, nécessaires pour compléter la consommation annuelle, nous supposons qu'un tiers, soit 8 millions, sera fourni par la fabrication indigène, ce qui, à raison de 49 fr. 50 c., produirait.	3,960,000
Et que le surplus, 17 millions de kilogrammes, sera demandé à l'étranger avec une surtaxe de 10 fr., soit 14 fr., décime compris, en sorte que la perception sera pour le complément de.	10,285,000
Total.	56,252,000 f.
Or, si par le maintien des taxes actuelles nous laissons la production indigène reprendre son essor, nous n'aurions à percevoir que	
1° Sur le sucre de betterave, à raison de 16 fr. 50 c.	8,083,000 f.
2° Sur 64 millions de sucre colonial qui suffiraient pour compléter notre consommation annuelle, aux droits de 29 fr. 15 c. et 56 fr. 50 c.	31,659,000
	29,744,000

L'accroissement annuel du revenu s'élèvera à 26,488,000 f. et couvrira promptement l'indemnité qu'il s'agit d'accorder aux fabriques de sucre indigène. Nous vous proposons de régler qu'elle sera acquittée en obligations du trésor payables par cinquièmes d'année en année, avec intérêt à 4 p. 0/0, sur un crédit correspondant qui sera ouvert au budget pendant cinq ans. Ce sera ainsi le revenu ordinaire augmenté dans une proportion fort supérieure par l'effet même du nouveau tarif qui fera face à la dépense. Dans la perspective du remboursement de la rente 5 p. 0/0, ce système de liquidation, qui a d'ailleurs l'avantage d'être le plus simple, nous a paru préférable à tout autre qui affecterait les réserves de l'amortissement ou amènerait la négociation d'un emprunt.

Mais, messieurs, ce n'est pas à une amélioration de nos ressources financières que se borneront les résultats de la loi que nous soumettons à vos délibérations.

L'importation en France de la totalité des récoltes coloniales accrues non seulement des 17 millions de kilog. de sucre étranger nécessaires au complément de notre consommation, mais encore de toute la quantité destinée à être réexportée après raffinage, donnera un nouvel essor à nos spéculations maritimes et préviendra la décadence dont la réduction progressive du principal élément du fret menace notre navigation de long cours. Les relations nouvelles ouvertes par l'appel des sucres étrangers élargiront notre marché extérieur et créeront de nouveaux débouchés à nos produits agricoles et industriels. Enfin les colonies ne seront plus inquiétées dans leurs transactions avec la métropole par la crainte de se voir exclues du marché national ou forcées de produire à perte.

Le préjudice que pourra causer à l'agriculture la diminution des plantations de betteraves aura, dans de tels résultats, sa compensation. Il se bornera, d'ailleurs, selon toute apparence, à un déplacement momentané. Il est tout naturel; en effet, de penser que l'intérêt des producteurs de sucre indigène une fois satisfait par l'indemnité, les bras et les capitaux qui auront renoncé à la culture de la betterave, trouveront leur emploi dans des travaux agricoles non moins profitables.

En résumé, de puissantes considérations se réunissent en faveur de la mesure que nous vous proposons. Elle offre à la fois les moyens de féconder une des branches de revenu les plus importantes; de prévenir, par le rétablissement du principe d'égalité à l'égard des deux productions nationales, la fâcheuse nécessité d'aggraver d'autres charges publiques; d'affermir les rapports entre la France et ses colonies; d'accroître nos relations commerciales au profit de notre marine marchande, qui est la pépinière de notre marine militaire; enfin de mettre un terme, par une transaction équitable, à la situation précaire de la sucrerie indigène et aux crises qui venaient si souvent affecter nos affaires commerciales.

Nous espérons, messieurs, que ces motifs détermineront votre assentiment.

A cet exposé de motifs est jointe comme annexe une explication sur le chiffre de l'indemnité et sur les bases de la répartition.

ANNEXE. — Note sur le chiffre de l'indemnité et sur les bases de la répartition.

Pour fixer l'indemnité, il s'agissait d'apprécier, non pas les profits présumés de l'industrie sucrière, mais les dépenses de premier établissement, autrement dit, le capital engagé. A moins d'une expertise dans chaque fabrique, méthode qui eût été tout-à-fait impraticable dans la circonstance, on ne pouvait procéder que par des moyens généraux d'évaluation. Celui qui, au premier abord, devait fixer l'attention, était le produit même de la fabrication. Cet élément de calcul, s'il eût été satisfaisant, était des plus simples. Les quantités de sucre fabriquées sont établies par les écritures mêmes de la régie; il eût suffi d'une base commune d'estimation pour arriver à la valeur de chaque établissement; mais après mûr examen, on s'est convaincu que l'évaluation faite sur cette donnée maquerait complètement d'exactitude. En effet, la fabrication totale d'une même quantité de betteraves récoltées dans l'année, s'achève dans une fabrique en un temps plus ou moins long, selon que la faculté productrice par jour est plus ou moins puissante. Aussi remarquait-on que la durée du travail dans une campagne, varie, dans les mêmes localités et pour les établissements bien organisés, depuis 40 jusqu'à 200 jours, sans que cette différence de durée ait un rapport constant avec l'importance de la production. Elle a pour cause principale, au contraire, le plus ou le moins d'étendue des moyens de produire. Il suit de là que deux établissements, dans lesquels il a été fabriqué la même quantité de sucre dans une campagne, si l'un y a employé 200 jours et l'autre seulement 40 jours, sont loin d'être égaux en valeur, et qu'un procédé qui leur appliquerait la même estimation serait de tous points erroné.

La conséquence à tirer de ces observations, c'est que la faculté productrice, sans avoir égard à la durée de la fabrication, non plus qu'à ses produits totaux, est le seul élément d'évaluation qu'on puisse raisonnablement adopter, le signe le moins contestable de l'importance d'un établissement. Et, en effet, le matériel d'une fabrique, ses machines, ses ustensiles, son étendue, ses locaux, sont en raison de sa production journalière. Cela étant démontré, l'administration a dû classer tous les établissements d'après leur faculté productrice, laquelle est bien connue par les faits mêmes qui ressortent des écritures des employés, puis les diviser en catégories et rechercher quel était la valeur moyenne d'un établissement dans chaque catégorie. On connaissait, au moyen des renseignements recueillis par la régie, le matériel de tous; appliquant des prix à ce matériel et aux bâtiments, suivant des données qu'il a été aisé de se procurer auprès des personnes expérimentées, il a été facile d'arriver à une appréciation pour un certain nombre de fabriques; d'où faisant ressortir une moyenne pour chaque catégorie, on est parvenu à une évaluation totale.

Le résultat de ce travail s'élève à 45 millions et demi l'estimation du capital engagé. Il a paru convenable de la porter à 50 millions pour faire une part suffisante aux mécomptes, puis d'évaluer à un cinquième, c'est-à-dire à 10 millions, le prix que conserveront les bâtiments et le matériel, même en supposant la cessation complète de la fabrication. C'est un chiffre bien modéré, car s'il est vrai que les ustensiles doivent perdre beaucoup de leur valeur, les machines trouveront leur emploi à d'autres usages, et les immeubles resteront intacts. L'indemnité à payer sera donc de 40 millions, somme qui concorde avec celle que des estimations faites par une autre voie avaient indiquée.

Ce point arrêté, il restait à régler le mode de répartition de l'indemnité. Ce qui vient d'être dit explique assez qu'on ne pouvait prendre pour base les produits totaux de la fabrication par campagne; c'est été donner une prime à ceux qui ont établi longuement, avec de faibles moyens, sur ceux qui ont produit rapidement avec des moyens plus dispendieux; c'est été, en un mot, ne tenir aucun compte de la différence matérielle des établissements. On ne pouvait davantage faire reposer la répartition sur des expertises. En outre des difficultés de tout genre attachées à une telle opération, lorsqu'elle doit s'appliquer à de nombreux établissements, des lenteurs qu'elle entraîne, des contestations qu'elle entraîne, des fraudes, peut-être, qu'elle entraîne, on a été arrêté par cette considération, qu'il eût fallu attendre que la dernière expertise fût achevée, pour qu'on pût faire la part de tous, et qu'un seul recours, un seul procès eût rendu la liquidation générale interminable. C'est donc encore à un moyen général et uniforme qu'il fallait recourir, et, ainsi que pour l'estimation préalable, on n'en a pas trouvé de plus équitable que la faculté productrice de chaque établissement. C'est un signe aussi vrai que possible du capital engagé, et le seul d'ailleurs pour lequel des éléments de liquidation soient fournis par les faits antérieurs, considération fort importante, puisqu'elle rend les abus impraticables.

En effet, les écritures de la régie constatent tout à la fois, pour chaque

fabrique, la durée du travail journalier, le nombre de jours de fabrication et les produits totaux. Ces faits, authentiquement établis, serviront de base certaine à la liquidation; un ramenant le travail de tous les établissements à une journée de douze heures, et en totalisant le chiffre pour tous, on saura quelle fraction des quarante millions doit être accordée à raison de chaque kilogramme de produit journalier, et il suffira ensuite d'une multiplication pour faire le décompte de tous les fabricants.

On ne se dissimule pas que cette règle laissera, sans doute, dans la répartition, des inégalités, en ce sens que, satisfaisante pour les établissements qui ont été formés d'après les données ordinaires, elle pourra ne pas couvrir de leurs dépenses les fabricants qui ont opéré avec moins d'économie; mais ici le préjudice résultera, non de l'imperfection de la base, mais des faux calculs de ceux qui en souffriront. D'autres aussi peuvent avoir employé des procédés plus parfaits et plus dispendieux, mais il est certain que la production journalière s'en est ressentie, et ils y retrouveront une compensation. Enfin, on n'a pas la pensée que le système proposé soit parfait; mais la perfection, en pareille matière, ne peut être atteinte. Il faut s'arrêter au moyen qui paraît tout à la fois le plus juste et le plus praticable: l'administration croit fermement que celui qu'elle présente réunit ces deux conditions.

## Actes officiels.

**GUERRE.** — Par arrêté de M. le ministre de la guerre, un poste, ou planton d'honneur sera constitué auprès de MM. les maréchaux de France qui habitent Paris, sans être pourvus de commandement ou de fonctions actives.

— M. le lieutenant-général commandant la 1<sup>re</sup> division militaire, a nommé président du 2<sup>e</sup> conseil de guerre M. Guillaud, colonel du 59<sup>e</sup> de ligne, en remplacement de M. le colonel de Chabannes, commandant le 10<sup>e</sup> régiment de dragons, qui a rempli ces fonctions pendant toute l'année 1859.

— Le même ordre du jour a nommé juge près le même conseil M. le capitaine Renard, du 35<sup>e</sup> de ligne, pour remplacer M. Coulibeuf, capitaine du 4<sup>e</sup> léger, rentré dans sa compagnie.

— M. le général Aupick vient d'être appelé au commandement de la brigade d'infanterie vacante par le départ du général de Romigny pour l'Afrique.

— Les nominations suivantes viennent d'être faites dans l'artillerie: M. le colonel Paixhans, député, a été nommé maréchal-de-camp. Les lieutenants-colonels Besaube, Joffre, Gambier, Besse, de Vézian et Lauvergny ont été nommés colonels. Les chefs d'escadron Plivart, Thouvenin, Hamelin, Guérin, Thiry et Hubert ont été nommés lieutenant-colonels.

**INTÉRIEUR.** — Une médaille d'honneur a été décernée à Louis Fisse, de la commune de Cadeilhan-Trachère (Basses-Pyrénées), pour avoir soutenu une lutte longue et périlleuse contre un ours monstrueux, et l'avoir dompté en lui arrachant la langue.

## Nouvelles et faits divers.

**Paris.** — Hier, dans l'après-midi, le roi a travaillé avec MM. les ministres des affaires étrangères, de l'intérieur, des finances et du commerce. L.L. MM. ont reçu dans la soirée M. le président de la chambre des députés, M. Martin (du Nord) et plusieurs autres députés.

A 9 heures, il y a eu concert chez L.L. AA. RR. M. le duc et Mme la duchesse d'Orléans. Trois cents personnes environ y avaient été invitées.

— La reine a fait remettre à M. le curé de Sainte-Elisabeth 100 fr. pour les pauvres de sa paroisse.

— Le bureau de la chambre des députés s'est rendu hier au soir auprès du roi, pour lui présenter ses félicitations à l'occasion du mariage de M. le duc de Nemours. Dans l'après-midi, le bureau de la chambre des pairs s'était également rendu, pour le même objet, auprès de S. M.

— La princesse Victoire-Auguste Antoinette de Saxe-Cobourg-Gotha, que doit épouser M. le duc de Nemours, n'a pas encore 18 ans: elle est née le 14 février 1822. On dit que c'est à la fois l'une des plus belles et des plus riches héritières de l'Allemagne.

Son père, le duc Ferdinand, est lieutenant-feld-maréchal et propriétaire du 8<sup>e</sup> régiment de hussards au service de l'Autriche. La princesse Marie, sa mère, est fille du feu prince de Kohary, chancelier de la cour du royaume de Hongrie.

Ainsi la princesse Victoire est nièce du duc régnant de Saxe-Cobourg-Gotha, sœur du roi de Portugal, nièce de S. M. le roi des Belges et de la grande duchesse Anna Feodorovna de Russie, veuve du grand duc Constantin; et cousine germaine de la reine Victoria et du prince Albert, futur époux de la reine d'Angleterre.

Aujourd'hui dimanche, M. Romiguières, ancien procureur-général près la cour royale de Toulouse, actuellement conseiller à la cour de cassation, a eu l'honneur d'être reçu par le roi en audience particulière.

L'instruction du complot carlo-bonapartiste se poursuit toujours activement. Il paraît que des découvertes nouvelles nécessitant de nouvelles perquisitions étendent et compliquent sans cesse cette malheureuse affaire. On dit que ce n'est pas avant un mois qu'elle pourra être terminée.

Hier, deux membres de la chambre des députés, MM. Berryer et Mauguin, ont été appelés devant M. le juge d'instruction. Il paraît qu'ils étaient appelés à titre de témoins et comme pouvant donner à la justice d'utiles éclaircissements. Un seul d'entre eux a répondu à cette citation.

— Un projet de loi contenant diverses modifications à la loi sur le recrutement de l'armée, a été soumis au comité de législation du conseil d'état, et au comité de la guerre et de la marine. Lorsque le premier de ces comités a eu terminé son travail, et à l'instant où son président en faisait remise, il a été informé que le ministre avait entièrement fait refondre son projet.

— L'Annuaire militaire officiel de 1840 n'est pas encore publié; les épreuves sont retenues dans les bureaux du ministère de la guerre, où l'on attend que les cadres d'activité et de réserve de nos officiers-généraux soient définitivement arrêtés.

— On a déjà signalé une lacune importante dans l'organisation du service des voitures omnibus: nous voulons parler de l'absence d'un signal quelconque pour avertir les piétons que la voiture est pleine. Ce moment arrivé, le conducteur s'occupe à faire sa recette, sans s'inquiéter des passants qui lui font signe d'arrêter. Il résulte de là que des gens, supposant qu'on ne les aperçoit pas, courent après les voitures et n'apprennent qu'on ne peut les recevoir que lorsqu'ils touchent le marche-pied.

— Avant-hier au soir, vers huit heures, un coup de vent très violent a renversé plusieurs personnes sur les ponts. Une guérite a été jetée bas sur la place du Carrousel, où les ardoises enlevées des toits du château tombaient en grand nombre.

**Départemens.** — M. le préfet de l'Ariège est passé avant-hier à Toulouse, se rendant en toute hâte à Paris. Ce voyage précipité se rattache sans doute aux événements qui se sont passés dernièrement à Foix.

— M. Plougoulm, procureur-général à Toulouse, est arrivé le 30 du courant dans cette ville. Il a pris le même jour possession du parquet.

— Les officiers et délégués des deux bataillons composant la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale de Metz ont procédé le 21 à l'élection de dix candidats pour le choix des colonel et lieutenant-colonel de cette légion. Les dix noms qui ont été élus sont encore, à l'exception d'un seul qui remplace celui d'un ancien candidat qui a quitté Metz, ceux qu'avait adoptés la garde nationale entière en 1837.

— Un comité s'est formé à Mirande (Gers) pour poursuivre auprès du ministre des travaux publics la demande d'étendre la canalisation de la Baise jusqu'aux pieds des Pyrénées.

— Une faillite de plus de 400,000 fr. vient d'ébranler le commerce de la petite ville de Chabouillet et de mettre en danger les intérêts de presque tous les habitants. Le sieur Vincent Malavieille, épicière-droguiste et banquier, a suspendu ses paiements dans les derniers jours de la semaine passée. Des bruits de détournement de marchandises ayant circulé, le failli a été arrêté et conduit à la prison de Valence.

Le bruit s'est répandu qu'une autre faillite, s'élevant à près de 2 millions, a été déclarée à Annonay. Cette nouvelle mérite confirmation.

— La maison de Quélén, en Basse Bretagne, a pris son nom d'une terre située au diocèse de Quimper. Elle joint à cet avantage tous les caractères qui constituent la vraie noblesse, c'est-à-dire l'ancienne chevalerie, le partage noble suivant l'assise du comte Geoffroy, la computation aux anciennes

réformations, des services militaires et des alliances distinguées. Des preuves de tout genre viennent, en effet, justifier cette haute opinion de Chérin. Le partage que le comte Geoffroy, fils de Henri II, roi d'Angleterre, établit en 1185, en Bretagne, n'était accordé qu'aux barons et aux seigneurs de la plus haute noblesse.

De tout temps, en outre, la maison de Quélén a eu son cri de guerre, sa devise, ses armes en bannière, son sceau pour les contrats. Enfin, dans l'obituaire de l'église de Saint-François de Quimper, il est inscrit qu'en 1485, Eon de Quélén, chevalier, chambellan du duc de Bretagne, est le quinzième de sa race inhumé dans cette église. Des fondations considérables attestent la piété et la puissance des seigneurs de Quélén. Dès les temps les plus anciens, cette maison fournissait des membres distingués à l'église; mais c'est principalement à leurs services militaires que les sires de Quélén ont dû leur illustration.

Nous établissons seulement ici la filiation de la branche actuelle de la maison de Quélén:

1<sup>er</sup> degré, Yvon de Quélén, chevalier qui vivait en 1132; 2<sup>e</sup> degré, Olivier, sire de Quélén; 3<sup>e</sup> degré, Eon, sire de Quélén, premier du nom, qui fit deux fois le voyage de la Terre-Sainte contre les infidèles; 4<sup>e</sup> degré, Eonan, sire de Quélén, premier du nom; 5<sup>e</sup>, Eonan II; 6<sup>e</sup>, Eonan III; 7<sup>e</sup>, Eon II de Quélén; 8<sup>e</sup> degré, Guillaume; 9<sup>e</sup> degré, Hervé; 10<sup>e</sup>, Raoulet; 11<sup>e</sup>, René; 12<sup>e</sup>, Yves; 13<sup>e</sup>, Olivier; 14<sup>e</sup>, Claude; 15<sup>e</sup>, Jacques; 16<sup>e</sup>, Maurice-Louis; 17<sup>e</sup> degré, Jean-Claude-Louis de Quélén, comte de Quélén, qui eut de son mariage Hyacinthe-Louis de Quélén, archevêque de Paris, mort le 31 décembre 1859; enfin, au 18<sup>e</sup> degré, Amable-Gilles-Anne de Quélén, comte de Quélén, chef de nom et d'armes de la famille.

On trouve des sceaux de cette maison, antérieurs à l'an 1400, qui sont fascés d'argent et de gueules.

La devise de la maison de Quélén, *En peb emster Quélén*, se traduit ainsi: *En tout temps prends conseil*, traduction qu'adoptèrent les seigneurs de Quélén, ducs de la Vauguon (branche éteinte).

— Il y a peu de temps, était venu à Paris un jeune et noble étranger, riche à millions, fatigué, disait-on, des brunes femmes de son pays, fatigué des femmes riches et brillantes, et qui allait chercher en Albion une de ces beautés au teint de lys.

Pâles comme le ciel de leur pâle patrie.

Il s'arrêta quelque temps à Paris. Enthousiaste des gloires impériales, il lui sembla qu'il trouverait peut-être parmi les filles de quelques uns des vieux débris de la grande armée la beauté blonde pour l'amour de laquelle il s'était mis en campagne. Il reste donc: deux mois après cette résolution prise, on annonçait dans l'arrondissement le mariage du comte O... avec Mlle de..., brune piquante, riche, et fille d'un des hommes dont le nom est cloué par la main de Napoléon dans un des plus tristes bulletins de la grande armée. A ceux qui savaient ces précédents, l'aventure paraissait au moins singulière. Ce qui ne l'est pas moins, c'est que la veille de la célébration, le mariage a manqué; savez-vous pourquoi? c'est que la future exigeait que le droit pour elle de venir chaque année passer quatre mois à Paris, fût stipulé par le contrat, et que le futur époux a trouvé l'exigence ridicule, offrant, si l'on voulait, d'y passer toute l'année, mais à condition qu'on ne placerait point dans un acte sérieux une condition à laquelle cette stipulation ne donnerait pourtant rien d'obligatoire.

Un autre mariage du grand monde a également manqué, il y a peu de temps, pour une raison d'un autre genre.

Il y avait, pour la signature du contrat, grande société chez la grand-mère de la demoiselle, laquelle grand-mère donnait la dot assez faible, relativement à l'apport du mari, fils de banquier et millionnaire. La corbeille faisait l'objet de l'admiration générale; il s'y trouvait pour cent mille francs de diamants. Le futur époux se retira un instant dans un boudoir, où arriva contre lui un essaim de jeunes pensionnaires, conviées pour admirer la corbeille de la compagnie qu'elles allaient perdre. — As-tu entendu, dit l'une des jeunes étourdies, ce que nous disait Caroline? — Non. — Elle disait que tout cela serait encore bien plus beau, si on pouvait l'avoir sans prendre le mari avec. — Oh! elle m'a dit cela aussi, reprit une autre; mais, où est-il donc ce mari, que je le voie? — Mesdemoiselles, si on vous le demande, reprit le futur, en se montrant, vous direz qu'il est parti par cette porte, et en même temps, il s'esquive pour ne plus revenir. Le lendemain, on lui renvoya sa corbeille et il eut à faire reprendre chez la couturière la robe même de mariage.

**Etranger.** — La dentelle qui doit orner la robe de nocce d'une reine d'Angleterre, quoiqu'appelée vulgairement dentelle de Honiton, a été réellement fabriquée au village de Beer, situé sur la côte, à environ 40 milles de Honiton. Elle a été confectionnée sous la direction de Mlle Blinney, native de ce village, qui est venue à Londres sur l'ordre exprès de S. M. pour recevoir ses instructions au sujet de cet ouvrage.

Plus de 200 ouvrières ont été constamment occupées à sa fabrication depuis le mois de mars jusqu'au mois de novembre de l'année dernière. Les pauvres femmes de ce village retirent un modique salaire de cette fabrication de la dentelle; mais cette industrie était tellement tombée dans ces derniers temps que ça été la raison décisive qui a déterminé S. M. à commander sa dentelle de nocce dans ce village afin de procurer du travail à ces pauvres femmes pendant une partie de l'année. Aussi on ne peut se faire une idée des bénédictions qu'elles ne cessent d'adresser à la reine. Cette magnifique dentelle qui doit former la garniture de la robe de S. M. a quatre yards de long sur 3/4 de large. Le dessin en est riche et d'un goût exquis et surpasse tout ce qui s'est fait en ce genre soit en Angleterre, soit à Bruxelles. Afin que cette superbe garniture de dentelles fût unique au monde, on a détruit les dessins et les modèles aussitôt après qu'elle a été achevée. Le magnifique voile qui doit assortir la garniture de robe n'est pas d'un goût moins exquis et a coûté plus de six semaines de travail à 224 ouvrières. Il a une yard et demi de longueur et de largeur.

## Sciences et arts.

L'Académie des sciences morales politiques a nommé M. Berryat-Saint-Prix professeur à la faculté de droit de Paris, à la place devenue vacante dans la section de jurisprudence par le décès de M. de Bassano. Cette nomination a eu lieu après trois jours de scrutin, dont les deux premiers, favorables à M. Troplong, ne réunissaient pas le nombre de voix suffisant.

— Le budget de 1841 contient le paragraphe suivant:

« Nous vous proposons en même temps de supprimer, par un article spécial, le droit de timbre dont la loi du 9 vendémiaire an IV a frappé les feuilles de papier de musique: ce droit ne rend annuellement que la faible somme de 12,000 fr., à cause du défaut presque absolu des moyens de surveillance. Cette considération n'est pas, au reste, la seule qui nous ait déterminé. Il nous a paru qu'il n'était pas juste de soumettre les œuvres de musique à des droits dont sont affranchies les œuvres des autres arts et des sciences. »

## Tribunaux.

**COUR ROYALE DE PARIS.** — Le procès en séparation de corps, intenté par Mme Brune de Mons contre son mari, vient de se terminer par un arrêt de confirmation du jugement de première instance qui ordonnait la séparation des époux. — Audience de la première chambre du 23 janvier. — M. Pinarneau, président.

— La cour royale de Paris vient de juger les questions suivantes qui ne manquent pas d'intérêt:

1<sup>re</sup> question: Lorsqu'à l'échéance du marché à terme, l'acheteur, qui n'a pas d'avance payé le prix, refuse de prendre livraison de l'effet acheté, l'agent de change a-t-il droit de revendre cet effet et de retenir par droit de prélèvement ses déboursés et le montant de la différence entre les deux prix de vente et de revente? (Oui.)

M. de Cussy, agent de change, demandeur, plaident par M<sup>e</sup> Delangle, avocat. — M. Decq, défendeur, plaident par M<sup>e</sup> Ploque, avocat. (Audience du 14 janvier. — M. Séguier, président.)

2<sup>e</sup> question: Des billets à ordre payables sur demande ou à présentation sont-ils exigibles du jour même de leur souscription, malgré la stipulation d'intérêts y contenue? (Oui.)

En conséquence et d'après la législation anglaise, notamment le statut de Jacques I<sup>er</sup>, dit le statut des limitations d'actions, la prescription de six ans court-elle contre les billets, nonobstant le départ du souscripteur de l'Angleterre et son séjour en France? (Oui.)

Cet arrêt a infirmé le jugement du tribunal de commerce qui avait jugé en sens inverse.

(Plaidants: M<sup>e</sup> Bolmivières pour Stevens; appelant, M<sup>e</sup> Fontaine pour Gosselin, intimé; conclusions conformes de M. Bresson, substitut du procureur-général.) Audience du 13 janvier. — M. Jacquinet-Godard, président.)

— La rapidité de nos malles-poste portée à quatre lieues à l'heure, et la persévérance de l'administration à refuser le paiement du prix de course des chevaux indispensables pour atteindre une pareille vitesse, étaient aujourd'hui



